

Interdiction universelle des mutilations génitales féminines: un objectif à portée de main

Slate Afrique, 08.03.2012

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, une tribune de trois militants qui luttent contre les mutilations génitales féminines.



Une petite sénégalaise assiste à une réunion contre les mutilations génitales, septembre 2007. REUTERS/Finbarr O'Reilly

En ce jour du 8 mars, le monde entier célèbre la [Journée internationale des droits des femmes](#), se réjouissant des succès remportés dans l'amélioration de la condition féminine tout au long de l'histoire et aux quatre coins de la planète.

Cette date est également une occasion propice pour rappeler que de trop grandes lacunes entravent encore —parfois de manière brutale et cruelle— le processus vers la reconnaissance et la protection pleines et entières des droits des femmes en tant que droits humains universels.

Dans le monde entier, des millions de femmes et de filles continuent de vivre avec les séquelles ou la crainte de subir des pratiques traditionnelles douloureuses qui violent leur droit fondamental à l'intégrité personnelle. Les [mutilations génitales féminines](#) (MGF) font partie des violations les plus répandues et répétées, qui demeurent trop souvent incontestées sous le prétexte d'un respect des normes culturelles en vigueur. Selon l'[OMS](#), il est estimé que plus de 3 millions de filles et de femmes sont soumises à cette pratique chaque année et qu'entre 100 à 140 millions en auraient été victimes.

Durant la dernière décennie, grâce au dévouement assidu de militants des droits des femmes et à l'engagement politique croissant des états affectés, il est vrai que des progrès significatifs et encourageants ont été réalisés.

A ce jour, vingt pays africains ont adopté une législation nationale prohibant et pénalisant les MGF; l'[Union africaine](#) a pris une position ferme en condamnant cette pratique à travers son Protocole sur le droit de la femme en Afrique, qui interdit les MGF comme une violation des droits humains; de nombreux gouvernements ont mis en œuvre des plans d'action nationaux qui informent et sensibilisent leur population sur les lois existantes, en particulier dans les zones rurales et reculées où ces pratiques sont les plus répandues.

Un leadership politique mondial

En dépit de ces avancées, de nombreux défis continuent à entraver un effort concerté pour débarrasser le monde de cette violation à grande échelle et flagrante des droits

humains, qui requiert un leadership politique mondial si nous voulons la reléguer une fois pour toutes dans les livres d'histoire.

Pour répondre à ce défi, une coalition sans cesse croissante, composée de [No Peace Without Justice](#) (NPWJ), du [Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants](#) (CIAF), d'[Euronet-FGM](#) et des ONG [La Palabre](#) et Manifeste 99, ont dirigé les efforts d'une campagne internationale visant à promouvoir l'adoption par l'[Assemblée générale des Nations unies](#) (AGNU) d'une résolution qui interdirait universellement et explicitement les MGF.

Une résolution de l'AGNU constituerait un instrument essentiel pour stimuler une mobilisation politique majeure et plus cohérente des militants, des parlementaires et des gouvernements à travers le monde. De manière substantielle, une résolution de l'AGNU exprimerait une volonté politique, émanant au plus haut niveau, de reconnaître et de veiller à l'adoption de toutes mesures pour mettre fin aux MGF comme une violation des droits humains.

Tout en renforçant l'importance des textes déjà adoptés par l'ONU visant à protéger les droits des femmes, en particulier les résolutions de la Commission sur la condition de la femme, la condamnation universelle de cette pratique néfaste par la communauté internationale aurait pour effet de renforcer les lois anti-MGF existantes et d'encourager les États qui en sont actuellement dépourvus à adopter des mesures similaires.

En juillet 2011, lors du Sommet de l'Union africaine tenu à Malabo, en [Guinée équatoriale](#), les chefs d'Etat africains ont adopté une décision en faveur de l'adoption d'une résolution interdisant les MGF à la 66e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce moment historique a donné une impulsion significative et concrète à la Campagne internationale, qui n'a cessé de croître depuis la Conférence de haut niveau de [Ouagadougou](#), organisée en décembre 2009 sous le haut patronage de Mme Chantal Compaoré, Première dame du [Burkina Faso](#) et coordonnatrice de la campagne.

De plus en plus d'efforts

Depuis la décision de Malabo, les discussions au sein de l'Union africaine n'ont cessé de s'intensifier, stimulant des débats similaires à l'ONU, où le Groupe africain a assumé un rôle de plus en plus central dans la promotion de la résolution. Le Burkina Faso, qui s'est profilé comme chef de file dans la lutte contre les MGF, et qui a dirigé le processus menant à la décision de l'Union africaine, a redoublé d'efforts dans ce sens.

Le 27 Février, un événement de haut niveau convoqué à [New York](#) par la [Coalition Ban FGM](#), à l'occasion de l'ouverture de la 56e session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, a ultérieurement confirmé la détermination des États africains à soutenir le processus en cours.

Lors de cette réunion, inaugurée par [Michelle Bachelet](#), Directrice exécutive d'[ONU Femmes](#), et marquée par les interventions de sept ministres ([Cameroun](#), [Côte d'Ivoire](#), [Guinée](#), [Italie](#), [Niger](#), [Togo](#), [Tunisie](#)), un message très clair fut délivré: l'Organisation des Nations Unies et ses Etats membres doivent enfin prendre leurs responsabilités et se faire l'écho des innombrables associations et militants individuels qui mènent un combat quotidien pour défier cette pratique néfaste et œuvrer à son élimination.

La chanteuse [Angélique Kidjo](#), ambassadrice itinérante de l'[Unicef](#) et lauréate des prestigieux [Grammy Awards](#), se fit la porte-voix enflammée de ce message, lors de son concert donné le lendemain à New York, en soutien à la lutte contre les MGF. Le temps est venu pour tous les États de démontrer leur engagement en faveur des droits humains et, en particulier, des droits des femmes, en prenant une position sans équivoque et

commune en faveur de l'adoption cette année par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une résolution interdisant les MGF dans le monde entier .